

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES
MAPA – Article L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Pouvoir adjudicateur

État, Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations
internationales sur le climat et la nature

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
de Charente-Maritime

Objet du marché :

Mise à jour de l'Atlas Zones Inondables sur le bassin versant de la Sèvre Niortaise et du
Curé dans le cadre de la mission RDI en Charente-Maritime

La Rochelle, le **28 JAN. 2026**

Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
de Charente-Maritime



Xavier AERTS

Table des matières

I. Le contexte de la mission Référent Départemental Inondation (RDI).....	1
II. Objet de la prestation.....	3
Article II.1 - Localisation du périmètre d'étude.....	3
Cartographie du bassin versant.....	5
III. Le contenu de la prestation.....	8
Article III.1 - La connaissance des aléas.....	8
Article III.2 - La Modélisation.....	10
a) La construction du modèle hydraulique.....	10
b) Les scenarii.....	10
c) Le calage du modèle.....	11
Article III.3 - Les rendus.....	12
IV. Les modalités d'exécution de l'étude.....	13
Article IV.1 - Chef de projet et équipe affectée à l'exécution des prestations.....	13
Article IV.2 - Conduite de l'étude.....	13
Article IV.3 - Délai de réalisation de l'étude.....	13
Article IV.4 - Livrables attendus.....	13
Article IV.5 - Éléments mis à disposition du titulaire par la DDTM 17.....	13
Article IV.6 - Réunions de lancement et déroulement des études.....	14
Article IV.7 - Restitution des études.....	15

I. Le contexte de la mission Référent Départemental Inondation (RDI)

En 2003, la loi du 30 juillet, relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages confie l'organisation de la surveillance, de la prévision et de la transmission de l'information des crues à l'État (articles L. 564- 1, L. 564-2 et L. 564-3 du code de l'environnement). Les services d'annonces des crues existants depuis 1984 sont réformés, et les Services de Prévision des Crues sont créés en 2005.

Suite à la tempête Xynthia de Février 2010 et des inondations du Var qui se sont produites la même année, les retours d'expérience de la gestion de ces crises ont souligné le besoin de disposer d'une interface permettant de traduire auprès de l'autorité préfectorale les prévisions techniques fournies par des services spécialisés tels que les Services de Prévisions des Crues et Météo France.

Dans ce contexte, la circulaire interministérielle du 28 avril 2011 est venue préciser les modalités de mise en place au sein de chaque direction départementale des territoires (et de la mer) d'une mission de référent départemental inondation (mission RDI) pour l'appui technique à la préparation et à la gestion des crises d'inondation dans les départements couverts par un service de prévision des crues.

Actuellement, cette mission est pilotée par la direction départementale des Territoires et de la Mer de Charente-Maritime (DDTM 17) pour le compte du préfet de département. Elle intervient à plusieurs niveaux dans le cycle de la gestion de crise et consiste à :

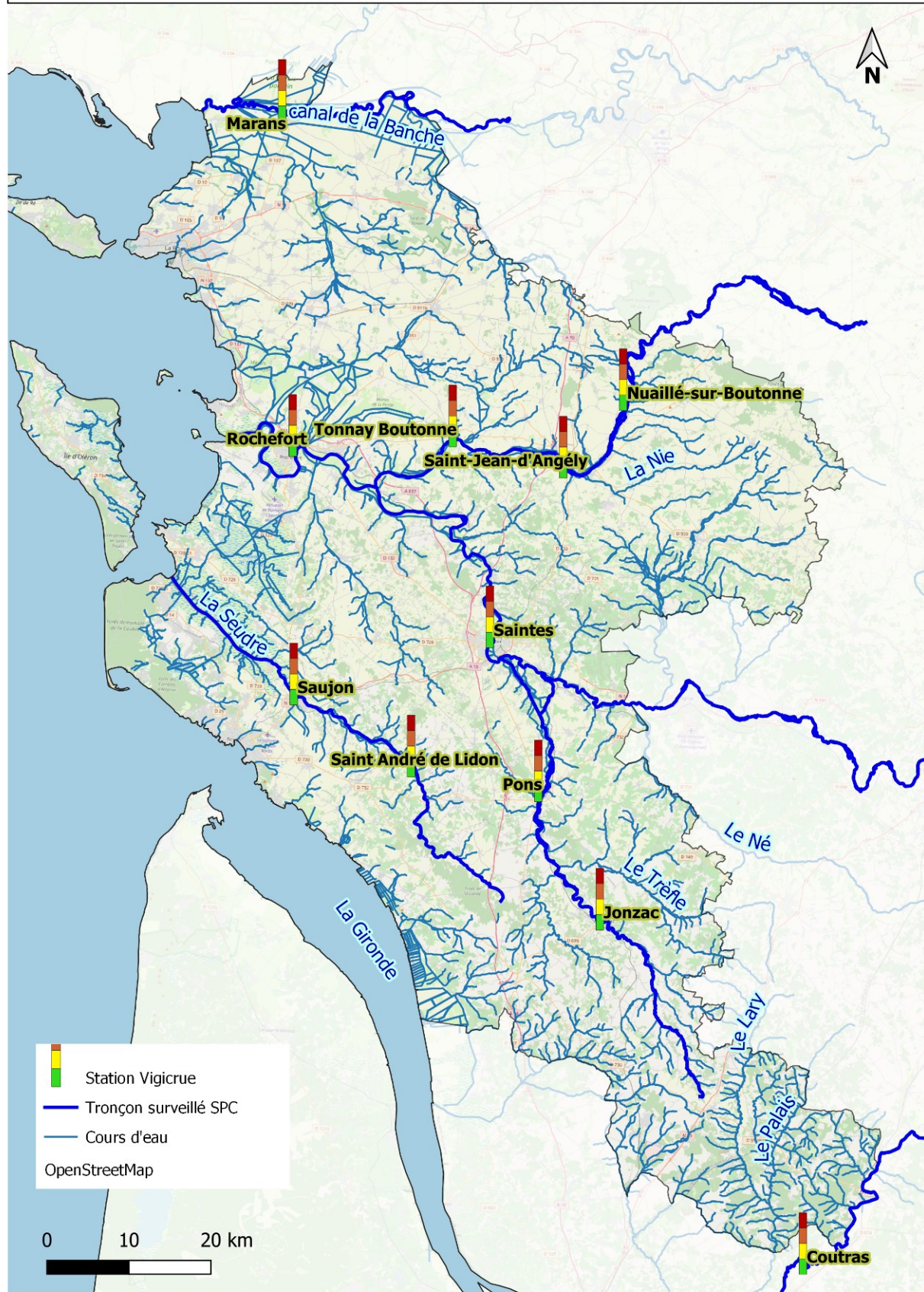
- En préparation de crise
 - ✓ Rassembler, préparer et formaliser tous les éléments, notamment sur la connaissance des risques, des enjeux locaux, utiles pour cette gestion ;
 - ✓ Connaître l'organisation de la surveillance et de la gestion de la sécurité des ouvrages hydrauliques (digues et barrages) ;
 - ✓ Capitaliser les informations à saisir lors des crues significatives ;
 - ✓ Participer à la préparation et à la réalisation d'exercices de gestion de crise et à la mise en œuvre de formations spécifiques.
- En gestion de crise
 - ✓ Interpréter des données hydrologiques élaborées et transmises par le SPC ;
 - ✓ Traduire ces données en termes de zones impactées et de hauteurs d'eau prévisibles.
- En retour d'expérience
 - ✓ Participer et capitaliser les retours d'expérience.

Dans ce cadre, la DDTM de Charente-Maritime dispose d'un certain nombre d'outils cartographiques allant de la connaissance des aléas jusqu'à la connaissance des enjeux. Ces outils ont pu être mis en œuvre et exploités à diverses reprises.

Concernant le domaine fluvial, le département de la Charente-Maritime est concerné par deux Services de Prévision des Crues : SPC GAD (Gironde Adour Dordogne) et SPC VGA (Vienne Charente Atlantique), dont les périmètres de surveillance couvrent les principaux cours d'eau.

Or, l'hiver 2023/2024 a été marqué par une forte pluviométrie et de nombreux événements tant maritime que fluviaux. Des inondations se sont également produites sur des secteurs non surveillés par les Services de Prévision des Crues (carte des cours d'eau de Charente-Maritime ci-dessous) dont sur le Curé.

Cours d'eau de Charente Maritime en 2024



La présente prestation s'inscrit donc dans un contexte de besoins de mises à jour des connaissances, et d'anticipation sur des cours d'eau ayant un degré de surveillance hétérogène par les SPC notamment dans le contexte de l'hiver dernier.

II. Objet de la prestation

Article II.1 - Localisation du périmètre d'étude

Périmètre d'étude :

Le périmètre de la mission s'étend sur le bassin versant de la Sèvre Niortaise et sur le bassin versant du Curé, côté Charente-Maritime. Leur exutoire se situe dans la Baie de l'Aiguillon, dans la commune de Charron pour le Curé et la Sèvre Niortaise.

Le bassin versant de la Sèvre présente une superficie à l'exutoire de 1 130km² et de 4 130km² à cheval sur les trois départements (Deux Sèvres, Vendée et Charente-Maritime).

Le bassin versant du Curé présente de son côté une superficie de 385 km². Sa longueur totale est de l'ordre de 44 km dans le département, pour une pente moyenne de l'ordre de 1,1‰. Il prend source au lieu-dit « le Curé », dans la commune de Saint Georges du Bois, à 50m d'altitude, tandis que la Sèvre Niortaise prend source à Sepvret, dans les Deux Sèvres, à 153m d'altitude.

La majorité du bassin versant de la Sèvre est recouvert de terres agricoles, principalement arables, avec des zones agricoles plus hétérogènes et des prairies.

Le bassin versant du Curé fait face à des problèmes de pression quantitatives de la ressource en eau en période d'étiage, notamment par les prélèvements agricoles pour l'irrigation.

L'étude comprend la Sèvre Niortaise et ses affluents (sauf le Mignon) avec notamment :

- La Vieille Sèvre
- La Vendée
- le Curé
- Ruisseau du Moulin de la Goutte
- Le Virson
- La Roulière
- Le Traquenard
- Ruisseau de la Fragnée
- Fossé du Bois Billaud
- Ruisseau le Virson
- Fossé de Dix Pieds de l'Ormeau
- Fossé des Bouillouses

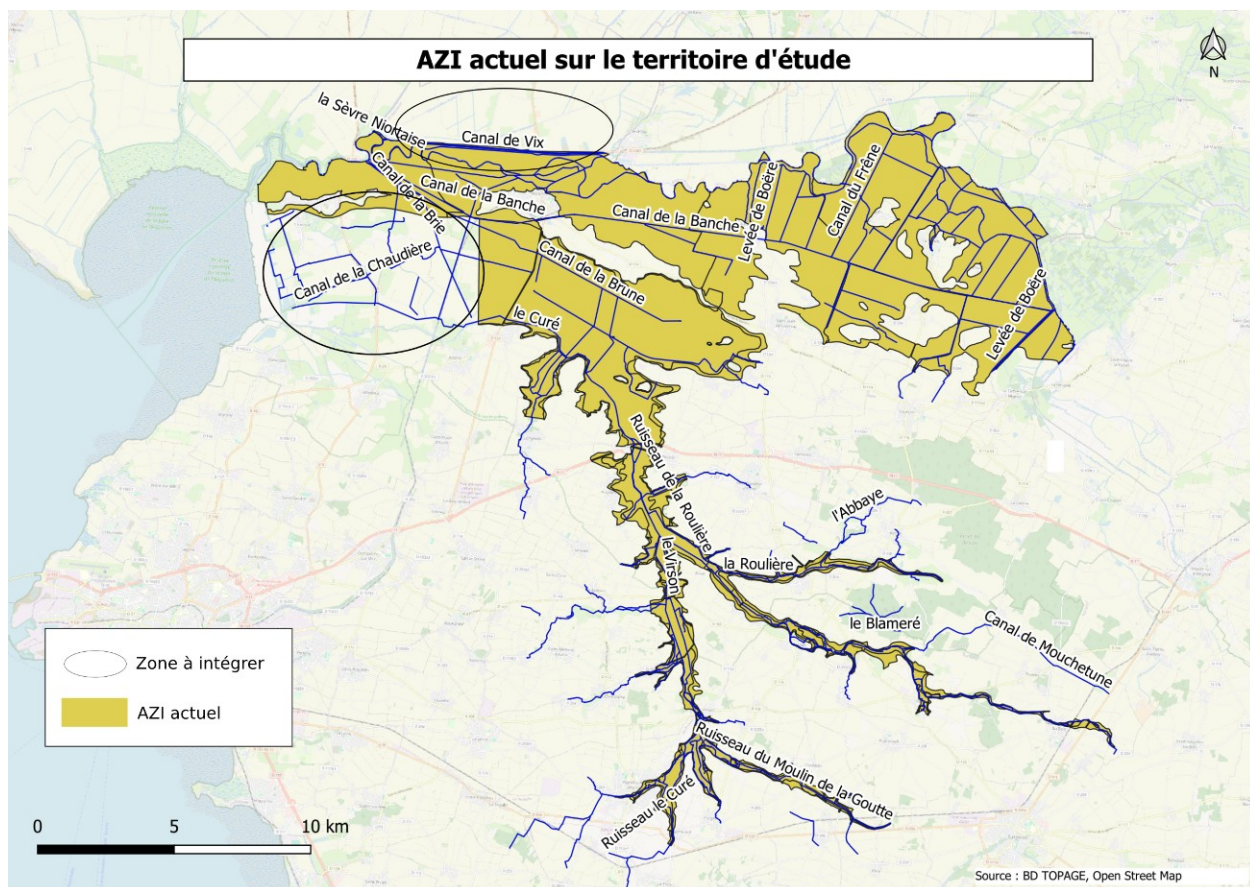
Ce territoire comprend notamment un réseau particulièrement complexe de canaux artificiels avec :

- Canal de Bois Vilain
- Canal de la Caillaude
- Canal le Both Courant

- Canal de la Molle ou le Doret
- Canal des Vetelles
- Canal de la Banche
- Canal de la Baronne
- Canal de la Brie
- Canal de la Brune
- Canal maritime de Marans à la mer
- Canal du Gravans
- Canal du Parc
- Ceinture du marais de la Roche
- Canal de la Renaude
- Canal de la Marquise
- Canal de la Rabatière
- Canal des Vriandes
- Canal de Vergne
- Canal de la Rosée
- Canal du Frêne
- Canal de Ladressoir

Particularité de cette étude : intégration du secteur nord de Marans (nord du canal de Vix) et du secteur Charron – Andilly à l’Atlas des Zones Inondables actuel. Certains linéaires sont donc à rajouter à l’étude notamment :

- Canal de la Chaudière
- Canal de la Penissière
- Fossé de Lavinaud
- Fossé du Cravans
- Canal du contre Bot de Vix
- Grand canal de Vix
- Canal du Marais Sauvage
- Canal de mouilleped
- Canal des cinq Abbés



Cartographie du bassin versant



Objectifs de l'étude :

L'objectif de cette prestation est la mise à jour de l'Atlas Zones Inondables (AZI) datant de 2008 et de 1998 sur le bassin de la Sèvre Niortaise et celui du Curé par la simulation d'évènements hydrologiques.

Données hydrométriques :

Des informations sont disponibles sur le site : <https://www.hydro.eaufrance.fr/>. Le candidat est invité à en prendre connaissance.

La Sèvre est équipée de deux stations hydrométriques. La première se situe à Marans – Pont SNCF, mise en service le 07/07/2004 (source : HydroPortail – Date de début des références altimétriques : 18/09/2019 avec une cote du zéro d'échelle égale à 0,094 m). Cette station hydrométrique appartient au SPC et dispose de cartographies des Zones d'Inondation Potentielles et des Zones Inondées par Classes de Hauteurs d'eau.

La deuxième se situe à Charron – Pont du Brault, mise en service le 10/12/2013 (source : HydroPortail – Pas de référence altimétrique). Cette station hydrométrique appartient à l'IIBSN. Aussi, la station n'est pas surveillée par le Service de Prévention des Crues et ne dispose pas de cartographies des Zones d'Inondation Potentielles (ZIP).

Les communes sur ce bassin ne sont pas alertées par Vigicrue Flash et ne sont pas abandonnées au dispositif.

Le Curé a disposé d'une station hydrométrique à Anais entre 1967 et 1985 puis de 2000 à 2006. Sur la période 1967 – 1985, les données de débit étaient incomplètes mais le débit de pointe le plus fort enregistré en décembre 1982 est de 15 m³/s (source AZI). Entre 2000 et 2006, les débits de crue annuels sont de l'ordre de 25 m³/s (IFREMER, 2013).

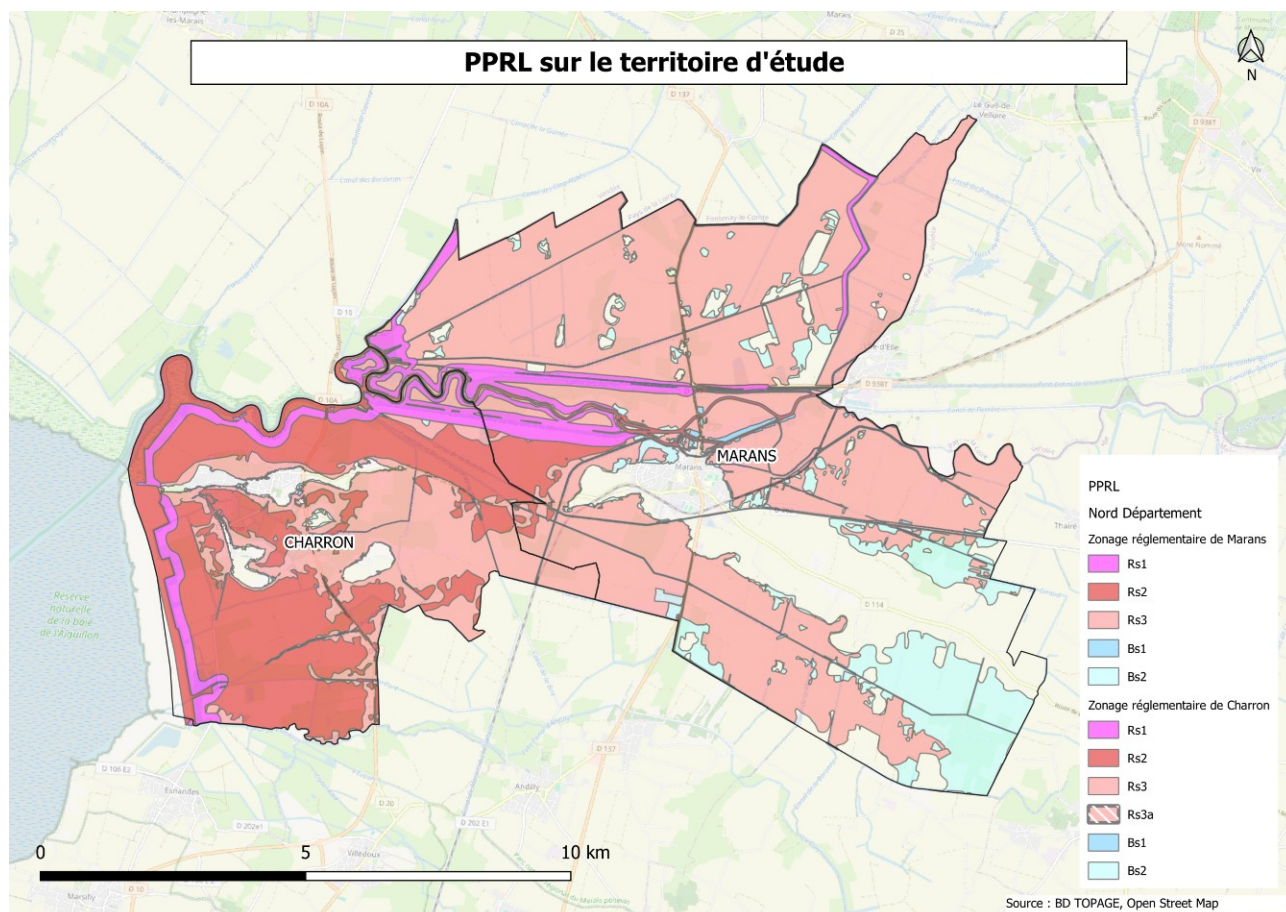
Pour la Sèvre, des stations sont également installées en amont dans le département des deux Sèvres avec notamment la station de Maillé installée en avril 2021 et la station de la Tiffardière en janvier 2000.

Évènements hydrologiques sur ce bassin (données Vigicrues) :

Évènements	Lieu	Hauteur_Pic de crue
Sèvre Niortaise		
16/11/23	Marans	2,87 m
21/01/23	Marans	2,38 m
10/03/24	Marans	2,66 m
Curé		
XX/12/82	Niort	329 m³/s
XX/04/83	Niort	252 m³/s
11/23	Niort	140,5 m³/s le 6/11/2023

Plan de prévention des Risques Littoraux actuel :

Les PPRL des communes de Charron et de Marans ont été approuvés le 10 août 2021.



III. Le contenu de la prestation

La prestation peut se décomposer en 4 volumes :

1. Diagnostic du territoire (synthèse bibliographique, étude hydrologique, étude hydraulique, recensement des obstacles aux écoulements, topographie, bathymétrie, etc.).
2. Construction et/ou calage du modèle hydraulique.
3. Modélisations des différents scénarios (débordement de cours d'eau (pour des périodes de retour de 10,20,30,50 à 100 ans) avec influence ruissellement et remontées de nappes).
4. Cartographie des aléas.

Le prestataire s'engage à effectuer 4 réunions au minimum ainsi que toute réunion nécessaire supplémentaire.

Article III.1 - La connaissance des aléas

L'objectif pour cette étude est d'étudier l'aléa débordement de cours d'eau sur le bassin versant du Curé et de la Sèvre Niortaise mais également, les influences océaniques en aval, l'aléa ruissellement et l'aléa remontées de nappes, en accord avec le Plan National d'Adaptation au Changement Climatique.

Ainsi, la première étape consistera à prendre connaissance de la bibliographie existante et d'établir un diagnostic du territoire. L'objectif de cette étape, outre l'acculturation et la connaissance de ces aléas, est d'aboutir à la définition de périodes de retours d'événement de débordement de cours d'eau telles que décennale, vingtennale, trentennale, quinquennale et centennale.

Quelle que soit la nature de l'aléa et afin de recueillir les caractéristiques des événements passés (fréquence, intensité, dégâts), le prestataire pourra se rapprocher dans un 1^{er} temps des syndicats de bassins puis des différentes collectivités concernées.

Un rapport expliquant les événements passés et les différents éléments de bibliographie pris en compte seront explicités pour toute la zone d'étude.

L'étape suivante consistera à construire le / les modèles puis de modéliser les scénarios avec les différentes périodes de retour et intégrer les thématiques de ruissellement et de remontée de nappes au modèle.

Concernant le ruissellement, il sera recherché les événements pluvieux exceptionnels ayant pu conduire à des phénomènes de ruissellement principalement dans les zones urbaines à enjeux. Compte-tenu de la spécificité de l'aléa ruissellement, le prestataire définira les caractéristiques de la ou des pluies de référence en lien avec le maître d'ouvrage. Un événement théorique peut également être pris comme événement de référence.

Enfin, dans sa définition des événements de référence, le prestataire pourra être force de proposition quant à la prise en compte de 1^{er} éléments relatifs au changement climatique,

notamment en matière d'évolution des fréquences des événements et des intensités des phénomènes.

Concernant le phénomène de remontées de nappes, un accord sera à trouver avec le maître d'ouvrage pour définir si le phénomène est pris en compte avec des caractéristiques de nappes affleurantes ou en période dite « sèche ».

Pour ce territoire, les sources de données sont principalement issues de la station Vigicrue située à Marans, de l'atlas des zones inondables (AZI) et d'études ponctuelles.

Enfin, le prestataire pourra être force de proposition quant à l'utilisation de toute autre donnée mobilisable et utile à la gestion de crise.

En définitive, les points suivants devront a minima être étudiés :

- L'identification des zones d'imperméabilisation :

Le phénomène de ruissellement est particulièrement présent dans les zones urbaines, là où sont concentrés les enjeux. C'est pourquoi, afin d'analyser et comprendre la dynamique de l'eau en milieu urbain, la répartition des surfaces imperméables (routes, trottoirs, bâtiments, etc.) et leur répartition géographique sera analysée et fera l'objet d'un rendu cartographique. Cette expertise pourra notamment conduire à identifier les couloirs d'écoulement préférentiels au travers des rues et des bâtiments.

- Les caractéristiques des « micro bassin versant » :

Comme évoqué ci-avant, les phénomènes de ruissellement sont généralement très localisés sur des emprises géographiques très circonscrites.

Ainsi, au vu de la topographie des sites, l'étude s'attachera à identifier les secteurs d'accumulation des eaux associés à leurs secteurs d'alimentation et d'évacuation. Dans cet objectif, il pourra être recherché l'influence et l'impact des réseaux d'évacuation des eaux pluviales tels que les bassins de rétention, les canalisations, les fossés, les avaloirs, etc...

- La définition d'une pluviométrie de référence :

En échange avec le maître d'ouvrage, le prestataire définira les caractéristiques de la ou des pluies de référence qui seront retenues pour mener les analyses suivantes. Cette proposition pourra notamment et utilement s'appuyer sur le travail bibliographique mené en amont et sur une analyse des pluviométries passées sur chacun des bassins ou sur la base de pluies théoriques.

- Les volumes de ruissellement générés :

Sur la base de l'ensemble des éléments déterminés ci-avant, le prestataire estimera les volumes d'eau de pluie ne s'infiltrant pas dans le sol et par conséquent les hauteurs d'eau et les vitesses d'écoulement atteintes afin de construire un aléa de ruissellement.

Aussi, il est évident que ce type de démarche implique de nombreuses incertitudes. Le prestataire s'attachera à les identifier, les qualifier et à en tenir compte dans la définition des différents paramètres conduisant à caractériser et qualifier l'aléa ruissellement.

Afin d'aider les pouvoirs publics dans la gestion de crise de ces événements et au vu des travaux ci-dessus, le prestataire définira des seuils de précipitation au-delà desquels le ruissellement devient dangereux.

Article III.2 - La Modélisation

a) La construction du modèle hydraulique

Dans son offre, le bureau d'études est libre de proposer le type de modèle hydraulique (modèle 1D à casier, modèle 2D...) auquel il aura recours et justifiera son choix. Le bureau d'études sera force de propositions concernant l'emprise du modèle ainsi que pour l'échelle du maillage de ce modèle en fonction des enjeux des territoires. **L'objectif est a minima de mettre à jour les cartographies sur l'emprise de l'AZI actuel en rajoutant la partie Nord de Marans et aval de Charron/Andilly (carte page n°5). Toutefois, si l'outil de modélisation retenu et développé le permet, les cartographies attendues s'étendront sur l'amont des cours d'eau et de leurs affluents compris dans le périmètre d'études et actuellement non couvert par l'AZI.**

Le prestataire procédera à une cartographie documentée de l'ensemble des éléments de contraintes qui auront permis de construire le maillage du modèle. Le prestataire sera libre de proposer dans son offre le format de ce rendu. L'objectif poursuivi par le maître d'ouvrage est de pouvoir disposer de tous les éléments techniques et hypothèses qui ont conduit à la construction des outils de modélisations.

Les paramètres devant être caractérisés, qualifiés sont les emprises inondées, les hauteurs d'eau, les dynamiques d'inondation (rapide/lente) : les vitesses des courants ainsi que la dynamique de montée des eaux.

Ces différents paramètres permettront de définir des aléas résultant du croisement entre les hauteurs d'eau et les vitesses d'écoulement. Ces aléas seront qualifiés selon 4 niveaux tels que :

- faible,
- modéré,
- fort,
- très fort.

Dans ce cadre, le prestataire s'appuiera utilement sur les guides disponibles en la matière tel que le guide relatif à l'élaboration des plans de prévention des risques inondation.

Cette étape fera l'objet d'une proposition de la part du prestataire qui devra recevoir l'aval du maître d'ouvrage avant de procéder à une quelconque mise en production.

b) Les scenarii

Les modélisations devront déterminer l'aléa inondation débordement de cours d'eau pour différents scénarios/périodes de retours (débits caractéristiques de 10, 20, 30, 50, 100 ans) et définir pour ces aléas, les hauteurs d'eau et les vitesses d'écoulement. **Tous les ouvrages hydrauliques et tous les canaux du secteur devront être pris en compte dans les modélisations.**

De plus, en comparaison de l'AZI actuel, la partie Charron-Andilly et la partie nord de Marans devront être ajoutées.

Le prestataire devra expertiser les facteurs aggravant des crues (remontées de nappes, ruissellement, influant sur la dynamique de la crue et ses caractéristiques). Il faudra :

- en tenir compte dans la mesure du possible dans la définition des périodes de retour ;
- pouvoir en conséquence injecter dans ses modélisations des paramètres relatifs aux apports par remontées de nappes et par ruissellements.

Ici, le choix est laissé au prestataire de créer plusieurs modèles soit un par thématique, ou de réaliser un seul modèle prenant en compte les différents phénomènes sous forme d'apports ou d'entrées. Il est attendu du prestataire d'être force de proposition à ce sujet.

Aussi, pour ces travaux, le prestataire pourra utilement se rapprocher du SYRIMA et du SMBVSN.

Le bureau d'études expliquera les choix effectués concernant l'emprise du modèle ainsi que l'échelle du maillage de ce modèle en fonction des enjeux des territoires.

Pour ce travail, une attention particulière sera portée aux nombreux affluents/canaux de ce secteur.

Par la suite, sur la base de chacune des 5 périodes de retour minimum visées ci-avant, un scénario sera modélisé afin de cartographier les paramètres visés ci-avant à savoir pour mémoire :

- l'emprise de la zone inondable,
- les hauteurs d'eau
- les vitesses d'écoulement (horizontale et verticale le cas échéant) ainsi que la dynamique de montée des eaux. Sur ce point, selon le type de modèle retenu, le prestataire pourra être force de proposition dans l'interprétation et la définition des dynamiques d'écoulement.
- les aléas par croisement des hauteurs et vitesses.

Le prestataire confrontera le résultat des modélisations avec les cartographies des zones d'inondation potentielle (ZIP) et des zones d'inondation par classe de hauteurs d'eau (ZICH) fournit par le SPC pour le territoire de Marans. Il consignera dans une note cette analyse ainsi que le cas échéant, justifiera les écarts constatés.

c) Le calage du modèle

Chaque modèle hydraulique développé devra faire l'objet d'un calage tant sur les emprises inondées que sur les hauteurs d'eau atteinte.

Dans ce cadre, le prestataire s'attachera, au vu de la phase de diagnostic, de procéder à cette étape sur les événements les mieux documentés.

D'autre part, le prestataire expertisera les différences pouvant être observées entre la modélisation et la documentation relative aux événements sur lesquels le calage s'appuie. À cette fin, une note sera rédigée détaillant les raisons qui expliquent d'éventuelles différences (qualité de la topographie, fiabilité des repères de crues, etc.).

Afin de valider ses résultats, le prestataire pourra utilement rechercher tous renseignements complémentaires auprès des acteurs du territoire afin de conforter les sorties des modèles.

Cette phase importante pour la confiance en l'outil mobilisé fera l'objet d'une validation de la part du maître d'ouvrage avant de procéder à la modélisation des différents scénarii. D'autre part,

le calage du modèle pourra être présenté dans le cadre d'un comité technique associant les techniciens des territoires.

Les données des récents événements (2023-2024) seront à mettre en comparaison avec les emprises des modèles obtenus.

Article III.3 - Les rendus

En matière de rendu, il est attendu a minima :

- Un rapport bibliographique/de connaissances relatif aux éléments bibliographiques et aux événements passés pris en compte dans cette étude,
- Une note d'explication du calage des modèles hydrauliques,
- Une note méthodologique de construction du modèle comportant les cartographies détaillées des contraintes du territoire (maillage, lignes de contraintes, altimétrie, bathymétrie, etc.),
- Une note d'expertise des modélisations au regard des cartographies fournies par le SPC sur la station de Marans.

En matière de cartographie :

- Les différentes cartographies d'emprise inondable, de hauteurs d'eau, de vitesses, d'aléas, etc. pour les inondations par débordement de cours d'eau en prenant en compte l'aléa remontée de nappes et ruissellement sur l'ensemble du bassin versant (cours d'eau principal ainsi que les affluents structurants).
- Les différentes cartographies d'emprise inondable, de hauteurs d'eau, de vitesses, d'aléas, etc. pour les inondations par ruissellement, ainsi qu'une cartographie des zones d'imperméabilisation.

L'objectif est a minima de mettre à jour les cartographies sur l'emprise de l'AZI actuel en rajoutant la partie Nord de Marans et aval de Charron/Andilly (carte page n°5). Toutefois, si l'outil de modélisation retenu et développé le permet, les cartographies attendues s'étendront sur l'amont des cours d'eau et de leurs affluents compris dans le périmètre d'études et actuellement non couvert par l'AZI.

Les rapports devront être produits au format odt et pdf. Les éventuelles illustrations présentent dans les rapports devront également être compatibles avec les logiciels libres à dispositions du maître d'ouvrage (LibreOffice, Gimp, Inkscape, etc.).

L'ensemble des productions cartographiques seront fournies :

- Au format shapefile pour les données vecteur,
- Au format geotiff, ecw, jp2 ou tout autre format raster compatible avec Qgis.

Les fichiers de style des différentes couches seront également fournis.

La compatibilité de ces fichiers avec Qgis sera assurée sur la base de la version 3.34 de Qgis.

Toute autre utilisation de versions (notamment ultérieures) devra faire l'objet d'un accord avec le conducteur d'études.

Le système de coordonnées de référence sera le (SCR) RGF93 / Lambert-93, EPSG : 2154. Le référentiel altimétrique utilisé sera le référentiel NGF – IGN 69.

Il est demandé au prestataire de restituer les données cartographiques demandées, validées comme définitives au format COVADIS. **Par ailleurs, il devra s'assurer de l'absence d'erreur de géométrie et de topologie avant toute livraison (pas de nœuds en double ou plus, pas de géométrie invalides, pas de chevauchements de polygone ni d'intersection, pas d'entrecroisement dans un même polygone...).**

En complément des sources informatiques géomatiques, il sera demandé au prestataire de produire des rendus sous forme d'atlas pdf.

L'échelle de restitution sera au 1/25 000 avec des zooms au 1/5 000 pour les secteurs considérés à enjeux. Les secteurs à enjeux seront a minima l'ensemble des zones urbaines.

L'échelle de restitution pourra être adaptée en fonction de la lisibilité des cartographies.

Le choix des secteurs de zoom pourra faire l'objet d'échanges avec le maître d'ouvrage. Dans le cadre des rendus cartographiques, si le prestataire a recours à des logiciels de dessin vectoriel afin de travailler les atlas, ces fichiers devront pouvoir être exploitable à l'aide d'Inkscape et seront livrés en svg et pdf.

L'objectif de ces atlas est de pouvoir facilement apprécier les enjeux éventuellement impactés pour chaque commune.

Enfin, dans tous les rendus proposés, il sera demandé au prestataire de veiller à la taille des fichiers de manière à ce que ces derniers soient facilement inter-communicables par voie de messagerie. Un rapport qualité graphique/poids du fichier sera donc recherché pour rester sous le seuil de 10 Mo pour chaque rendu.

IV. Les modalités d'exécution de l'étude

Article IV.1 - Chef de projet et équipe affectée à l'exécution des prestations

Le chef de projet est le représentant du titulaire dont dépend la bonne exécution des prestations objet du marché. Il est l'interlocuteur privilégié du chef de projet défini à l'article ["IV.2. Conduite de l'étude"](#) ci-après.

Article IV.2 - Conduite de l'étude

La DDTM 17, maître d'ouvrage de l'étude, désignera en son sein un chef de projet en charge du pilotage et de la conduite de l'étude. À la date de la signature du marché, ce chef de projet est le responsable de l'unité Prévention des Risques de la DDTM 17.

Article IV.3 - Délai de réalisation de l'étude

Les prestations demandées seront réalisées dans le délai indiqué dans l'article 1 du CCAP. La durée du marché est fixée à 24 mois.

Délai d'exécution 18 mois.

Article IV.4 - Livrables attendus

Les livrables attendus sont décrits à l'article "[III.3. Les rendus](#)".

Article IV.5 - Éléments mis à disposition du titulaire par la DDTM 17

La DDTM 17 mettra à disposition du titulaire l'ensemble des données géomatiques en sa possession et nécessaires à l'étude.

Éléments de connaissances sur les risques à disposition sur le bassin de la Sèvre et du Curé :

- Atlas des zones inondables des cours d'eau secondaires en Charente Maritime, DDE 17, SOGREAH, 2008.
- Atlas des risques d'inondation en Charente-Maritime, DDE 17, SOGREAH, 1998.
- Plan de Prévention des Risques Littoraux prévisibles, commune de Marans, submersion marine et inondation, Préfecture de la Charente Maritime, 2021.
- Plan de Prévention des Risques Littoraux prévisibles, commune de Charron, érosion marine, submersion marine, Préfecture de la Charente Maritime, 2021.
- Modélisation hydraulique de la Sèvre Niortaise et du Marais Poitevin, Étude de la réduction de la vulnérabilité de la ville de Marans aux crues fluviales, BRL Ingénierie, 2014 – 2017.
- Étude de scénarios d'aménagement éleveurs d'eau réalisée en 2019 par BRL Ingénierie
- Étude « analyse système Vendée » réalisée par le bureau d'études Artélia en 2024
- Étude sur la reconnaissance des systèmes d'endiguement pour la Cdc Aunis Atlantique en 2025 par SCE / CREOCEAN et l'UNIMA
- Rapport d'Étude : État des connaissances sur les aléas inondation (débordement de cours d'eau, ruissellement et remontée de nappes), Bassin versant de la Sèvre Niortaise dans le périmètre du ScoT La Rochelle – Aunis, CEREMA, 2023.
- Bassins versants et débits des principaux fleuves des pertuis charentais, IFREMER, 2013.
- Les données des RETEX des crues d'Octobre et Novembre 2023

Marans :

- ZIP et ZICH (pdf et shapefile) pour les hauteurs d'eau à la station:
 - 1,90m (shp)
 - 2,00 m
 - 2,10m (shp)
 - 2,20 m
 - 2,25m
 - 2,35 m
 - 2,40m
 - 2,50m
 - 2,60m
 - 2,70m
 - 2,80m
 - 2,90m
 - 3,00m

Autres éléments techniques :

- IGN Scan25
- IGN BD Carto

- IGN BD Ortho
- IGN BD Topo
- IGN RGE Alti

Article IV.6 - Réunions de lancement et déroulement des études

Une réunion préalable au lancement de l'étude sera organisée par le conducteur d'études et aura pour objet le cadrage de l'étude, notamment les attendus.

Une réunion technique permettra notamment de valider les hypothèses retenues pour les futures modélisations. Les techniciens de syndicats, de certaines collectivités et des partenaires spécialisés pourront notamment être invités.

Tout au long de l'étude, des points d'étape seront organisés notamment lorsque des validations du maître d'ouvrage sont requises. Ces points d'étapes pourront être menés à distance.

Ces réunions seront organisées par le maître d'ouvrage. Elles feront l'objet de comptes-rendus rédigés par le titulaire.

Article IV.7 - Restitution des études

Une réunion technique de restitution aura lieu avec les techniciens du territoire.

Pour chaque bassin, une réunion de présentation et de restitution des études aura lieu avec les élus.

Les réunions seront organisées par le maître d'ouvrage. Elles feront l'objet de comptes-rendus rédigés par le titulaire.